

Conseil Municipal
du 13 mars 2025

◆◆◆◆◆◆◆◆

PROCES-VERBAL DE REUNION

N°	
1	Rapport d'orientations budgétaires 2025
2	Régie communale des pompes funèbres à autonomie financière – Pompes funèbres – Tarifs au 1er janvier 2025
3	Finances – Délégation à M. le Maire de procéder à l'ouverture d'un compte à terme
4	Finances - Exercice 2025 - Subvention de fonctionnement à l'Association LES POSSIBLES – Avance sur subvention 2025
5	Finances – Contrat de prêt entre Méduane Habitat et la Caisse des dépôts – Demande de garantie
6	Finances - Exercice 2025 – Classe découverte Ecole St Joseph - Subvention à l'Ogec Vallée Don Bosco
7	Finances – budget crématorium - Exercice 2025 – Admission en non-valeur de produits communaux – Crématorium
8	Finances – budget principal- Exercice 2025 – Admission en non-valeur de produits communaux – Cantine/Garderie/Repas adultes
9	Finances – Redevance d'occupation du domaine public gaz 2025
10	Convention CAP Formation – Locaux Gambetta
11	MODIFICATION Statuts et Intérêt communautaire de Mayenne Communauté
12	Marchés publics – Rénovation et agrandissement des bureaux du crématorium et des pompes funèbres (24TRA09) – Lot n°6 : Cloisons sèches/isolation/plafonds - Avenant n°2- Autorisation de signature
13	Marchés publics – Prestation de services en assurances (lots n°2 et 3) – Groupement de commandes (17SER24) – Appel d'offres – Avenant de changement de titulaire- Autorisation de signature
14	Marchés publics – Convention de groupement de commandes - Marché de maintenance préventive et corrective des ascenseurs, plateforme PMR et monte-charges (25SER13)
15	Mise à disposition des équipements sportifs pour les lycées – Modification des tarifs – Signature des conventions
16	Changement de noms des écoles
17	FONCIER : Achat de terrain à la SCI YBI pour l'implantation d'un poste de refoulement et d'une voie d'accès – réseau d'assainissement
18	HABITAT : Désignation des élus référents pour l'élaboration du Programme Local de l'Habitat

RECAPITULATIF DES CONVENTIONS SANS DECISION

Particulier	Location parking du château	55 €/semestre
SARL Nature Elagage	Convention d'occupation temporaire du domaine privé de la ville de Mayenne pour travaux	A titre gratuit
CITYZ MEDIA	Avenant au bail entre la Ville de Mayenne et Cityz Média (location d'un bout de parcelle du domaine privé de la ville pour un emplacement de panneau publicitaire de 12m² situé route d'Oisseau). Demande de Cityz Média : baisse du loyer annuel de 228,68 € à 182,94 € pour une face.	182,94 €

Groupements de commandes : Prestations de conseils, d'assistance et de représentation juridiques pour Mayenne Communauté, la Ville de Mayenne et le CCAS de Mayenne (24SER03)

La Ville de Mayenne, Mayenne Communauté et le CCAS sont de plus en plus exposées et sollicitées, dans le cadre d'opérations complexes, de projets ou de contentieux. Sans fonction juridique interne, il est apparu nécessaire de bénéficier de conseils et d'accompagnement juridiques, voire le cas échéant, de défense et plus généralement de représentation en justice.

Si cette assistance se fait déjà au coup par coup avec des contrats conclus de gré à gré, elle s'avère de plus en plus fréquente et les seuils de commande publique sont franchis, même si depuis la loi n° 2020-1525 du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique (dite loi ASAP), les services juridiques de représentation légale d'un client par un avocat dans le cadre d'une procédure juridictionnelle, ainsi que les services de consultation juridique en vue de la préparation d'une telle procédure peuvent désormais être conclus sans publicité ni mise en concurrence.

Un groupement de commandes a donc été conclu entre Mayenne Communauté (coordonnateur), la Ville de Mayenne et le CCAS pour lancer un marché permettant d'assurer cette prestation. Si Mayenne Communauté était représentante des membres du groupement pour les missions relatives à la passation du présent marché incluant l'attribution, la signature et la notification du marché, chaque membre du groupement est ensuite responsable de l'exécution du marché selon ses propres commandes.

Le marché issu de ce groupement de commandes est un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande, conclu sur des prix unitaires, lesquels sont appliqués aux quantités réellement exécutées. Les prestations concernées par cette consultation sont notamment les suivantes :

- Prestations de conseils juridiques (écrits et oraux)
- Accompagnement et assistance
- Représentation en justice

La consultation a fait l'objet d'une décomposition en quatre lots distincts, dont le libellé et l'objet sont récapitulés ci-après :

Lot 1 : Droit public général
Lot 2 : Droits de l'urbanisme, de l'aménagement et du foncier
Lot 3 : Droit privé et pénal
Lot 4 : Droit de la fonction publique et Droit du travail et social

Cet appel d'offres ouvert a été lancé le 15 décembre 2024 sur les sites des BOAMP, JOUE et de Mayenne Communauté ainsi que sur le profil d'acheteur DEMATIS.

La date limite de remise des offres a été fixée au 31 janvier 2025 et 35 offres ont été déposées dans les délais :

- **12 pour le lot 1** : Seban et associés, Charrel et associés, Caradeux consultants, FIDAL, Adden Avocats Grand Ouest, SENSEI Avocats, Admys avocats, Tanguy Salaun, Cabinet Landot et associés, Urso Avocats,

Ville de Mayenne
Séance du 13 mars 2025

Cabinet Coudray, Cabinet Palmier

- **12 pour le lot 2** : Seban et associés, Charrel et associés, Caradeux consultants, FIDAL, Adden Avocats Grand Ouest, SENSEI Avocats, Admys avocats, Tanguy Salaun, Cabinet Landot et associés, LEXCAP, Cabinet Coudray, GUYON
- **2 pour le lot 3** : Seban et associés et Admys avocats
- **9 pour le lot 4** : Seban et associés, Charrel et associés, Caradeux consultants, FIDAL, Admys avocats, FACTORHY Avocats, Cabinet Landot et associés, LEXCAP, Cabinet Coudray.

La Commission d'Appel d'offres de Mayenne Communauté, réunie le 25 février 2025, a désigné les attributaires du marché n° 24SER03 Prestations de conseils, d'assistance et de représentation juridiques selon la répartition suivante :

N°	LOT	ATTRIBUTAIRE	MONTANT MAXIMUM ANNUEL DE COMMANDES EN € H.T.
1	Droit public général	Cabinet COUDRAY 35 044 RENNES	35 000 €
2	Droits de l'urbanisme, de l'aménagement et du foncier	Cabinet COUDRAY 35 044 RENNES	35 000 €
3	Droit privé et pénal	ADMYS Avocats 69 002 LYON	35 000 €
4	Droit de la fonction publique et Droit du travail et social	Cabinet COUDRAY 35 044 RENNES	35 000 €
MONTANT MAXIMUM ANNUEL TOTAL			140 000 € HT

Après délibération du 27 février 2025, le Conseil de Communauté a autorisé Monsieur le Président à signer le marché n° 24SER03 intitulé « Prestations de conseils, d'assistance et de représentation juridiques », ainsi que les pièces s'y rapportant, avec les attributaires désignés ci-dessus, pour la durée totale du marché, soit une durée maximale de 4 ans, toutes périodes confondues.

DEPARTEMENT DE LA MAYENNE	VILLE de M A Y E N N E	
ARRONDISSEMENT DE MAYENNE	EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL	
Conseillers en exercice	33	
Conseillers présents ou représentés	/	L'an deux mille vingt-cinq, le 7 mars, M. LE SCORNET, Maire, a convoqué les membres du Conseil Municipal pour le jeudi 13 mars, au 10, rue de Verdun – salle du Conseil Municipal à 19 h.
Contre	/	
Pour	/	
Abstention	0	
Quorum	17	

Séance du 13 mars 2025

Assistaient à la séance :

M. LE SCORNET, Maire, Mme FOURNIER, M. PAILLASSE, Mme LEFOULON (*quitte la séance au point n°7 et donne pouvoir à Mme DESBOIS*), M. TALOIS, Mme DESBOIS, M. REBOURS, Mme LEROUX, M. MARIOTON, Mme SAULNIER Adjoints ; Mme COLLET (*quitte la séance au point n°3 et donne pouvoir à Mme RONDEAU*), M. NICOUX, Mme LEBOURDAIS, MM. GUERAULT, DELENTE, BONNET, Mmes RONDEAU, THEVARD, MM. AMOUSSOU TOSSOU, BESSIN, Mmes DEGUARA, ROMAGNE, M. MOTTAIS, Mmes JONES, ANGOT, MM. BREHIN, CHOUZY conseillers municipaux.

Excusés :

Mme ES SAYEH donne pouvoir à M. MARIOTON
M. CREUSIER donne pouvoir à Mme SAULNIER
M. TRIDON donne pouvoir à M. BREHIN
M. FAUCON donne pouvoir à M. MOTTAIS

M. BAILLAU, Mme ROUYERE.

Mme LEBOURDAIS a été désignée secrétaire de séance.

1 – Rapport d'orientations budgétaires 2025

M. TALOIS expose :

L'article L 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que dans les communes de 3 500 habitants et plus, un débat a lieu au Conseil Municipal sur les orientations générales du budget, dans un délai de deux mois précédant l'examen de celui-ci et dans les conditions fixées par le règlement intérieur comme prévu à l'article L 2121-8 du CGCT.

La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) a créé, par son article 107, de nouvelles dispositions relatives à la transparence et la responsabilité financières des collectivités territoriales.

Ces nouvelles dispositions imposent de présenter à l'organe délibérant un rapport sur les orientations budgétaires de l'exercice, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que la structure et la gestion de la dette.

Pour les communes de + de 10 000 habitants, ce rapport doit également présenter la structure des effectifs.

La loi de programmation des finances publiques du 23 janvier 2018 contient également de nouvelles règles relatives au débat d'orientation budgétaire. Chaque collectivité présente ses objectifs concernant l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement et l'évolution du besoin de financement annuel.

M. CHOUZY : Juste un élément supplémentaire qui n'a pas été intégré à ce rapport et qu'il faut quand même mettre en lumière, qui va obérer selon moi significativement les finances, notamment sur le fonctionnement, c'est l'arrivée d'une police municipale sur la ville qui fait l'objet d'une commission tranquillité publique actuellement. Ce n'est pas neutre du tout parce que c'est minimum 100 000 euros en plus sur le chapitre 012 voire 200 000 euros. Donc pour contenir les fameux 3 % sur la masse salariale, ça me semble très très compliqué et l'effet ciseau va être encore beaucoup plus accentué à cause de cela. La situation est déjà déclarée comme tendue et là elle risque de se tendre encore plus. Malgré les efforts qui ont pu être réalisés et là-dessus il n'y a pas de sujet parce qu'on l'avait évoqué en son temps, j'avais alerté et la commission avait alerté. Donc il faut en l'espèce continuer et vraiment accentuer même les efforts et pourquoi pas même réfléchir à certaines restructurations de certaines choses pour aller sur des objectifs qui seront plus acceptables, selon moi en tout cas.

M. MOTTAIS : D'abord, je tiens à remercier Maxime et Xavier pour la présentation très claire de ce Rapport d'Orientations Budgétaires (ROB), comme c'est tout le temps le cas en Commission Finances. Je tiens à souligner que la situation, telle qu'elle est présentée, est plutôt satisfaisante, notamment au regard des baisses du fonctionnement. Ce sont de vrais efforts qui ont été faits par les services, et là encore, je voudrais le souligner. Ce constat, je le prendrai, mais comme Xavier le dit souvent, avec prudence, quand on prend en considération trois éléments. D'abord, évidemment, c'est l'indemnité du hall des expositions qui pèse beaucoup sur l'augmentation de l'épargne, c'est quasiment deux et demi d'augmentation. Donc, il conviendra de réfléchir à une clé de répartition claire qui soit la plus juste possible entre la ville et la communauté de communes, au regard de nos compétences. La deuxième, c'est par rapport aux investissements. Alors, il y a un ratio qui est intéressant, c'est les dépenses d'équipements bruts par habitant, par rapport à la population. Pour 2024, on a un ratio qui est supérieur à la moyenne nationale, ce qui est intéressant. Après, ce qui vient aussi expliquer la situation actuelle, c'est qu'on a eu des ratios qui étaient bien en dessous les années précédentes. En effet, il y a eu des investissements qui ont été faits, mais avec des ratios qui étaient parfois deux fois moins que la moyenne nationale. Et enfin, pour revenir à ce que disait Josselin, c'est une situation qui peut être fragile dans les années à venir, puisqu'on voit que le taux d'épargne brute tend à diminuer et que l'effet ciseau tend à se resserrer. Donc après, c'est quels leviers on peut avoir en termes d'actions ? D'abord, je pense continuer nos efforts en termes de tarifs. C'est un travail qui a été fait assez globalement, de manière très partagée en commission finance sur les tarifs. Donc je pense qu'il faut aller encore plus loin dans la tarification. Je rejoins le constat concernant la GUP. Je pense qu'il faut l'arrêter, mais au moins la réinterroger, parce que ça a un vrai impact sur la DGF. J'ai déjà tenu ce même propos lors du ROB de Mayenne Communauté. Sur le fonctionnement, je pense qu'on pourrait aller encore plus loin, notamment sur notre patrimoine public. Ça fait plusieurs années, par exemple, qu'on réinjecte de l'argent dans les travaux sur la Visitation. Je sais qu'on va avoir des réflexions à avoir sur l'avenir de Jacques Prévert, l'avenir de Louise Michel. Donc quelle est notre stratégie en termes de patrimoine public ? Parce que là-dessus, on peut avoir de vrais leviers, notamment sur la baisse des charges de fonctionnement. Et enfin, le recours à l'emprunt. On a la possibilité, au regard de notre capacité de désendettement, de recourir à l'emprunt par rapport aux besoins de financement de 11,8 millions. Voilà, ce sont les propos que j'essayais de vous partager ce soir pour ce ROB.

M. TALOIS : Ce que je voudrais ajouter, c'est que dans les investissements réalisés au cours du mandat, ils ont poursuivi un certain nombre d'objectifs à la fois de court terme et de long terme. Évidemment, en termes de fonctionnalité, de sobriété énergétique, et de démarches environnementales plus généralement. Le regroupement des écoles a d'abord obéi à des nécessités démographiques, etc. C'est aussi un choix politique qui doit permettre de limiter un certain nombre de charges de fonctionnement. Ce n'est pas encore aujourd'hui qu'on peut véritablement s'en rendre compte, un peu quand même depuis la fermeture de Charles Perrault. C'est surtout dans les années à venir que l'on doit pouvoir en bénéficier, sur le plan financier, d'un certain nombre de réductions de nos charges de fonctionnement. D'abord sur le plan des charges générales, puisque Pierre et Marie Curie, c'est 80% d'économie. Puis à la fermeture de

Prévert et Louise Michel. Cela peut permettre aussi, tout en tenant compte des statuts et de la situation des personnels, quelques évolutions sur le plan des charges de personnel. Ce sont des éléments qui vont être à observer avec le temps et dans les années à venir. Ce sont des éléments sur lesquels on peut compter. Le fait d'avoir un réseau de chaleur va nous permettre d'avoir une meilleure stabilité sur nos dépenses énergétiques. Cela va nous coûter quelque chose, évidemment, mais nous aurons une stabilité et une meilleure lisibilité dans nos charges sur ce plan-là. Vous vous rappelez 2022. Et qui dit que demain, ça ne va pas être la même chose ? Donc là, je parle d'un point de vue financier. On peut aussi discuter de tout l'impact environnemental. On peut parler de l'éclairage public. L'éclairage public est un très gros investissement, que l'on ne fait pas spécialement pour des raisons financières, car on sait très bien que les économies réalisées par rapport aux dépenses d'électricité ne couvriront jamais véritablement l'investissement. Il faudra probablement renouveler. Donc on le fait d'abord pour des raisons environnementales, de respect notamment de la faune, de limitation de la pollution lumineuse, et pour la sécurité. Il n'empêche que malgré tout, cela va être quand même des dépenses d'électricité qui sont amoindries. Je voulais juste évoquer ces éléments-là, ce qui ne veut pas dire qu'il ne faudra pas continuer à chercher d'autres sources d'économies.

M. LE SCORNET : C'est toujours un peu compliqué de revenir sur ce qui a été dit mais je vais rappeler deux points quand même essentiels. C'est la situation extrêmement contrainte dans laquelle nous devons agir, C'est vrai que la difficulté que nous avons, c'est que nous souffrons d'un manque d'anticipation et de prévisibilité, notamment sur nos recettes, et que nous sommes à la merci d'une loi de finances qui peut bouleverser nos fondamentaux en termes de recettes. Quand on sait qu'il faut parfois quatre ans pour mettre en place un projet d'investissement, c'est vrai que nous sommes, de ce point de vue-là, extrêmement fragiles, car nous n'avons pas véritablement de maîtrise sur nos recettes, notamment des aides qui peuvent nous parvenir, et c'est évidemment une situation un peu dramatique. L'autre élément, c'est la mise à contribution des collectivités locales à l'effort de redressement. Je pense que c'est assez logique que nous y participions. Ce que nous souhaitons, c'est que l'effort soit mesuré et ne remette pas en cause nos capacités à investir. De ce point de vue, on peut regretter, même si nous ne sommes pas au parlement, que les éléments nous arrivent aussi tardivement. Je rappelle que nous n'avons toujours pas le montant de la DGF pour 2025 et que nous n'avons pas encore tous les éléments. Donc, le rapport que nous vous présentons est sous réserve. Quand nous voulons jouer la transparence, nous voyons bien que nous sommes un peu fragiles sur nos bases. L'autre point, c'est que l'effort demandé en 2025 va se poursuivre. Je pense qu'il est bien clair que cette mise à contribution des collectivités locales ne va pas s'arrêter en 2025 et que peut-être le pire est à venir. Cela nous invite aussi à être extrêmement prudents sur nos prévisions et sur notre capacité à tenir la barre dans des conditions sérieuses. Après, je pense qu'il faut quand même se réjouir collectivement de la situation dans laquelle nous sommes. J'évoque souvent l'expression : "Quand je me regarde, je me fais peur, et quand je me compare, je me satisfais." C'est vrai que toutes les collectivités sont aujourd'hui en situation de tension et qu'il vaut mieux, par rapport à la vague qui va nous arriver, être dans une situation assez confortable plutôt que déjà fragilisé, alors que nous savons très bien que les vents contraires vont être compliqués à gérer. Nous pouvons nous réjouir collectivement d'avoir une situation budgétaire qui est plutôt saine, assainie, avec des niveaux d'épargne en progression, avec des ratios qui nous permettent quand même de nous classer, même si nous pouvons regarder en détail, dans la catégorie plutôt des bons élèves. Je me permets d'insister, cela peut déraper très vite et il faut que nous maintenions l'effort, notamment de limitation du 012 et du 011 aussi. En tout cas, des efforts d'économie pour pouvoir maintenir un bon niveau d'investissement. Nous voulons évidemment maintenir cette situation saine pour 2025-2026, et cela va permettre aussi aux équipes qui vont nous succéder d'avoir une assurance, une capacité à agir qui sera importante et qui leur permettra de se projeter. Je pense qu'il faut que nous soyons aujourd'hui certes réjouis, mais pour autant en responsabilité, il ne faut pas que nous dérapions, car cela peut déraper très vite. Même si ce soir, à la lumière de ce que nous venons d'écouter et des ratios qui sont plutôt bons, nous allons dormir un peu plus sereinement que nous ne l'aurions fait si nos comptes étaient un peu plus dégradés. Merci à chacun, merci au service, monsieur le directeur général des services, car je sais que c'est au prix aussi d'efforts importants dans la dépense et que cela ne rend pas non plus la vie des services facile. Pour autant, nous n'avons pas beaucoup d'autres choix que de pouvoir limiter nos dépenses. Je vais revenir sur un point, Josselin l'a évoqué, sur la police municipale. Autant je suis assez d'accord sur les 100 000 euros, sur les 200 000 euros, pas du tout. Donc, je pense qu'il faut que nous soyons rigoureux, mais dans ce qui est prévu, je rappelle que ce sont deux recrutements. Nous ne sommes pas à 100 000 euros, nous nous tenons proches, et quand nous rajoutons les charges qui vont avec, c'est proche.

Mais nous ne sommes pas à 200 000 euros, puisque je rappelle que l'objectif qui est le nôtre est de transformer les quatre ASVP, mais qui sont déjà dans le budget de la ville, en policiers municipaux. Nous voyons bien que l'effort ne sera pas de création de six postes, mais de création nette de deux postes, ce qui rend l'équation, somme toute, effectivement importante, mais pas évidemment des proportions qui ne nous permettent pas de l'assumer. La politique, c'est faire des choix et qu'effectivement, sur la politique RH, dans la mesure où nous faisons des efforts de recrutement sur cette police municipale, il faudra que nous soyons attentifs à tous les autres. Autant je suis d'accord sur les 100 000, sur les 200 000, cela me paraît évidemment important. Sur le patrimoine, cela a été évoqué. Il faut que nous soyons évidemment dans une gestion active du patrimoine. Nous avons commencé à le faire. Je rappelle que nous avons vendu la maison ici, rue de Verdun, que nous avons mis en vente Charles Perrault, que nous avons actuellement deux projets. C'est vrai que par rapport au site que vous avez évoqué, Monsieur Mottais, je pense qu'on peut avoir un regard un peu différencié entre les équipements. Je pense que Louise Michel présente des avantages à le garder dans le patrimoine, parce qu'elle est configurée pour accueillir assez facilement l'ensemble des acteurs associatifs. Jacques Prévert peut-être un peu moins, parce qu'elle est un peu plus enclavée. Ce sera évidemment une décision que nous aurons collectivement à prendre. Il y a aussi la Visitation, on ne peut plus être dans l'immobilisme. Il va falloir qu'on avance, parce que, plus on attend, plus la situation du bâtiment se dégrade. Il faudra qu'on soit beaucoup plus proactifs sur la manière dont on gère le dossier : est-ce qu'il reste dans le patrimoine communal ? Mais il faudra y consacrer plusieurs millions d'euros pour le remettre à niveau, ou est-ce qu'effectivement on trouve d'autres solutions pour le faire, mais qui sont aussi très compliquées compte tenu de la sensibilité de ce site par rapport à l'histoire qui est la sienne ? C'est un sujet qui est somme toute assez compliqué, mais je pense que, pour vous rejoindre, il faut que nous soyons dans une gestion active du patrimoine, et que nous ayons aussi le souci de l'entretenir beaucoup plus fortement qu'on a pu le faire par le passé. Cette enveloppe dédiée justement à son entretien, doit aussi nous permettre d'avoir un peu plus de garanties en la matière.

M. GUERALT : Le réseau de chaleur représente un budget de 15 millions d'euros, financé par Engie, sauf pour la partie des raccordements des particuliers, qui est effectivement sous la maîtrise d'ouvrage de la ville. Cet emprunt de l'ordre de 500 000 euros contribuera à financer environ un million d'euros, concernant le raccordement des particuliers pour l'année 2025, avec une facture qui sera livrée par Engie une fois que tout sera terminé. C'est un budget de fonctionnement qui n'atteindra son niveau de croisière qu'à partir de l'année prochaine et il sera de l'ordre de 65 000 euros.

Le Conseil Municipal prend acte du Rapport d'Orientation Budgétaire 2025 présenté et qui a donné lieu à débat.

2 – Régie communale des pompes funèbres à autonomie financière – Pompes funèbres – Tarifs au 1^{er} janvier 2025

M. TALOIS expose :

Suite à des erreurs dans les tarifs, Il est proposé au Conseil Municipal de fixer ainsi qu'il suit les tarifs à appliquer pour la régie des pompes funèbres à compter du 1^{er} Janvier 2025 :

Nature des Prestations	TARIFS 2025		
	TTC en €	HT en €	TVA en €
<u>TRANSPORT FUNERAIRE</u>			
<u>FOURGON</u>			
Service funèbre comprenant le fourgon automobile du domicile (ou d'un autre point de la Ville) à un cimetière de Mayenne, y compris, s'il y a lieu, passage en un édifice culturel			
Classe unique (adultes et enfants)	87,00	79,09	7,91
Fourgon et chauffeur sans cérémonie	138,00	125,45	12,55
Fourgon et chauffeur seul avec cérémonie	175,00	159,09	15,91

La fourniture du fourgon est gratuite pour les indigents (adultes et enfants) de la Ville de MAYENNE

VOITURE DE DEUIL (pour Mayenne seulement)

Forfait voiture pour transport de fleurs et urnes	30,00	27,27	2,73
---	-------	-------	------

TRANSPORT EN CERCUEILS

de corps en cercueil en fourgon

prise en charge	43,00	39,09	3,91
par kilomètre parcouru (aller et retour)	1,30	1,18	0,12
heure d'attente ou service suppl.	25,00	22,73	2,27
Forfait déplacement hors commune < 30 Km	66,00	60,00	6,00

PERSONNEL

Arrivée, transfert (ville ou extérieur), départ

1 porteur	72,00	60,00	12,00
2 porteurs	110,00	91,67	18,33
3 porteurs	158,00	131,67	26,33
4 porteurs	199,00	165,83	33,17
6 porteurs	307,00	255,83	51,17
Domicile, église ou non, cimetière		-	-
1 porteur	105,00	87,50	17,50
2 porteurs	172,00	143,33	28,67
3 porteurs	235,00	195,83	39,17
4 porteurs	297,00	247,50	49,50
6 porteurs	422,00	351,67	70,33

MAITRE DE CEREMONIE

pour un service funéraire complet :

Adulte	128,00	106,67	21,33
enfant de moins de 7 ans	100,00	83,33	16,67
pour arrivée, transfert, départ de corps	48,00	40,00	8,00
pour arrivée de corps au cimetière	57,00	47,50	9,50

pour mise en bière :

Adulte	52,00	43,33	8,67
Enfant de moins de 7 ans	38,00	31,67	6,33

pour inhumation, exhumation et réinhumation, dépositaire à fosse ou caveau

Adulte	54,00	45,00	9,00
enfant de moins de 7 ans	38,00	31,67	6,33

MISE EN BIERE

enfant de moins de 7 ans (1 porteur)	44,00	36,67	7,33
Interv. spéciale Cercueil Zinc	63,00	52,50	10,50
Adulte - 1 porteur	45,00	37,50	7,50
Adulte - 2 porteurs	88,00	73,33	14,67
Adulte - 3 porteurs	130,00	108,33	21,67
Interv. spéciale Cercueil Zinc - 2 porteurs	127,50	106,25	21,25
Préparation, livraison cercueil (enfant ou adulte)	34,00	28,33	5,67
Mise en bière d'un mort-né et transport au cimetière	44,00	36,67	7,33
Inhumation dans l'ossuaire du cimetière d'un fœtus ou d'un membre amputé (apporté sur place)	11,00	9,17	1,83
Fourniture de sels antiseptiques	8,00	6,67	1,33
Plaque d'identification pour cimetière	25,00	20,83	4,17

CERCUEILS

CERCUEILS, CHENE 27 mm pour adultes

CERCUEILS DEMIE TOMBEAU MASSIF – REF 217	690,00	575,00	115,00
93 CERUSE	1 223,00	1 019,17	203,83
Parisien socle, ref 101, chêne clair	630,00	525,00	105,00
Tombeau acajou 28mm, liseré doré	1 786,00	1 488,33	297,67
102 PYRO CHENE	709,00	590,83	118,17
110 PMA	655,00	545,83	109,17
217 CHENE BOURGOGNE	714,00	595,00	119,00

200 ALLIER CHENE	731,00	609,17	121,83
214 DAUPHINE	887,00	739,17	147,83
299 NOYE	1 323,00	1 102,50	220,50
107 TRIPLE DESSUS	771,00	642,50	128,50
ACAJOU	1 512,00	1 260,00	252,00
DIAMANT	1 235,00	1 029,17	205,83
212	725,00	604,17	120,83
201 TOMBEAU MASSIF BRETAGNE	1 008,00	840,00	168,00
SOCIAL	415,00	345,83	69,17
HORS COTE CHENE PARISIEN	793,00	660,83	132,17
CERCUEILS pour enfants			
CERCUEIL CHENE ENFANT 0,60	179,00	149,17	29,83
CERCUEIL CHENE ENFANT 0,80	179,00	149,17	29,83
CERCUEIL CHENE ENFANT 1,00	189,00	157,50	31,50
CERCUEIL CHENE ENFANT 1,20	201,00	167,50	33,50
CERCUEIL CHENE ENFANT 1,40	216,00	180,00	36,00
CERCUEIL ENFANT PIN 0,50	108,00	90,00	18,00
CERCUEIL POUR MORT NE VERNI OU BLANC	65,00	54,17	10,83
CERCUEILS SAPINS			
101 CERCUEIL PIN PARISIEN	457,00	380,83	76,17
200 ALLIER PIN	554,00	461,67	92,33
213 PIN	592,00	493,33	98,67
HORS COTE PIN	466,00	388,33	77,67
CERCUEILS ZINC			
Zinc pour Parisien, adulte	438,00	365,00	73,00
Zinc pour demi-tombeau, adulte	504,00	420,00	84,00
BOITES A RELIQUES (vis comprises)			
Boîte sapin 18 mm mi- teinte (également pour mort-né 0,35 m)	51,00	42,50	8,50
Boîte sapin 18 mm mi- teinte (également pour mort-né 0,70 m)	90,00	75,00	15,00
Boîte sapin 18 mm mi-teinte en 1,00 m	103,00	85,83	17,17
Boîte sapin 18 mm mi-teinte en 1,20 m	110,00	91,67	18,33
Boîte sapin 18 mm mi-teinte en 1,40 m	124,00	103,33	20,67
POIGNEES POUR CERCUEILS ADULTES ET ENFANTS			
Poignée NI	14,00	11,67	2,33
Poignée Ange (petite)	11,00	9,17	1,83
Poignée Ange (grande)	11,00	9,17	1,83
Poignée azur	34,00	28,33	5,67
Poignées bois	11,00	9,17	1,83
Poignée demi lune laiton massif	46,00	38,33	7,67
Poignée demi lune zamack dorée	37,00	30,83	6,17
Poignées arc en ciel laiton	34,00	28,33	5,67
Poignée arc en ciel ARGENT	34,00	28,33	5,67
poignée zamack bicolore	40,00	33,33	6,67
FOURNITURES			
GARNITURES POUR CERCUEILS ADULTES			
CAPITON L'ARUM 250170	94,00	78,33	15,67
capiton ouatellose n°1 blanc	41,00	34,17	6,83
CAPITONS N°1 TAFFETAS	49,00	40,83	8,17
CAPITON BYBLOS LUXE TAFFETAS BLANC	80,00	66,67	13,33
CAPITON BRAGA HANOI COTON	95,00	79,17	15,83
CAPITON BRAGA BALGO COTON MIEL	95,00	79,17	15,83
CAPITON BYBLOS LUXE VOLANT	104,00	86,67	17,33
CAPITON MISTRAL	122,00	101,67	20,33

CAPITON BYBLOS LUXE SATIN	98,00	81,67	16,33
CAPITON BYBLOS ARUM OU FEUILLE	104,00	86,67	17,33
CAPITON BRAGA MONACO	198,00	165,00	33,00
CAPITON BRAGA ORCHIDEE	196,00	163,33	32,67
CAPITON BRAGA PIN	122,00	101,67	20,33
CAPITON BRAGA BALGO	135,00	112,50	22,50
CAPITON BRAGA LONDON	141,00	117,50	23,50
CAPITON BRAGA NATUREL	122,00	101,67	20,33
CAPITON HANOI LINO	137,00	114,17	22,83
CAPITON ENEVOS COTON BLANC ET MARINE	86,00	71,67	14,33
CAPITON EVENOS COTON ECRU ET CHOCOLAT	99,00	82,50	16,50
GARNITURES POUR CERCUEILS ENFANTS			
Taffetas enfant blanc pour cercueil de 0,60 m à 1 m	71,00	59,17	11,83
Taffetas enfant blanc pour cercueil de 1,20 m à 1,40 m	86,00	71,67	14,33
DIVERS			
Housse biodégradable	57,00	47,50	9,50
Housse exhumation	107,00	89,17	17,83
Cuvette Biodégradable	16,00	13,33	2,67
Appareil épurateur de gaz	94,00	78,33	15,67
Table réfrigérante	63,00	52,50	10,50
CHRIST POUR CERCUEILS ADULTES ET ENFANTS			
NICKELE	37,00	30,83	6,17
VIEUX BRONZE	46,00	38,33	7,67
Christ pour cercueils crémation BOIS	13,00	10,83	2,17
CROIX			
Croix Enfant argent	12,00	10,00	2,00
Croix vieux bronze	32,00	26,67	5,33
Croix Argent	29,00	24,17	4,83
ROSE			
Rose laiton	46,00	38,33	7,67
Rose Argent	27,00	22,50	4,50
Rose crémation	23,00	19,17	3,83
Rose zamack VB	25,00	20,83	4,17
EMBLEME FLORAL DORE	39,00	32,50	6,50
EMPLEME FLORAL ARGENTE	39,00	32,50	6,50
CACHE-VIS			
CACHE-VIS VIEUX BRONZE ou LAITON	2,90	2,42	0,48
Cache-VIS NICKELE TOLE	2,60	2,17	0,43
Cache-vis BOIS	2,90	2,42	0,48
Cache vis ARGENT	3,00	2,50	0,50
ACCESSOIRES DIVERS			
Coussin pour décorations	3,10	2,58	0,52
Boîte recueil de dons	44,00	36,67	7,33
Plaque d'identité gravée pour cercueils	40,00	33,33	6,67
Croix de remarque	47,00	39,17	7,83
Registre condoléances (décoré)	48,00	40,00	8,00
Cœur mémoria	24,00	20,00	4,00
PRISE EN CHARGE, FORMALITES, ACCOMPAGNEMENT DE CORPS			
Pour service complet à Mayenne, adulte ou enfant	85,00	70,83	14,17
Pour arrivée, transfert, départ de corps ou sce complet dans le dépt	85,00	70,83	14,17
Pour arrivée, transfert, départ de corps ou sce complet hors dépt	122,00	101,67	20,33
Démarches ou déclarations	55,00	45,83	9,17
URNES			
URNES ET AUTRES			
URNE ALUMINIUM UNIE	40,00	33,33	6,67
URNE MARBREE	52,00	43,33	8,67

URNE COEUR BATTANT	76,00	63,33	12,67
URNE RESINE LAQUEE GALA	90,00	75,00	15,00
URNE LYSEA	113,00	94,17	18,83
URNE FIBRE DE VERRE CALMA	97,00	80,83	16,17
URNE GRANIT CARREE	147,00	122,50	24,50
URNE TERRE CUITE OU GRES	120,00	100,00	20,00
URNE IMMERSION	162,00	135,00	27,00
URNE BIODEGRADABLE	60,00	50,00	10,00
URNE ENFANT	45,00	37,50	7,50
URNE CARTON POUR DISPERSION	27,00	22,50	4,50
CENDRIER 33L REF99VC2	11,00	9,17	1,83
PLAQUE IDENTITE POUR URNES	11,00	9,17	1,83
RELIQUAIRE	23,00	19,17	3,83

Les montants sont votés Hors Taxes, les tarifs TTC et les montants de TVA évolueront en fonction du taux de TVA applicable.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité, valide ces tarifs à compter du 1^{er} janvier 2025.

3 - Finances – Délégation à M. le Maire de procéder à l'ouverture d'un compte à terme

M. TALOIS expose :

Vu le décret n°2004-628 du 28 juin 2004 portant application de l'article 116 de la loi de finances pour 2004 (n°2003-1311 du 30 décembre 2003) et relatif aux conditions de dérogation à l'obligation de dépôt auprès de l'Etat des fonds des collectivités territoriales et de leurs établissements publics

Considérant, les articles L 1618-1 et L 1618-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) qui permettent de déroger à cette règle lorsque les fonds qui peuvent être placés proviennent de libéralités, de l'aliénation d'éléments du patrimoine comme des cessions immobilières, d'emprunts dont l'emploi est différé pour des raisons indépendantes de la volonté de la collectivité ou de recettes exceptionnelles dont la liste a été fixée par un décret en Conseil d'Etat du 28 juin 2004.

La loi offre donc au Trésor Public la possibilité de proposer aux collectivités territoriales, ainsi qu'à leurs établissements publics, la possibilité d'ouvrir des comptes à terme. Ce dernier fait partie de la restrictive liste des produits accessibles aux collectivités territoriales et à leurs établissements publics. Le compte à terme est un produit simple et sans risque à taux fixe. Il vous est précisé que concernant les comptes à terme, les taux sont fixés et garantis pour la durée du contrat au début de chaque mois par l'Agence France Trésor. Lors de la souscription, la collectivité connaîtra donc de manière certaine, sauf retrait anticipé, les intérêts qui lui seront versés à l'échéance.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **autorise Monsieur le Maire à procéder à l'ouverture d'un compte à terme, d'une durée de six mois, auprès du Trésor public pour un montant de 2 780 000 €. La provenance des fonds est la suivante : indemnité immédiate à valoir sur l'indemnité due par la compagnie Gan Assurances à la suite du sinistre Incendie Hall des expositions pour un montant de 2 781 047 €**
- **autorise Monsieur le Maire à effectuer toute opération relative à l'application de la présente décision.**

4 - Finances - Exercice 2025 - Subvention de fonctionnement à l'Association LES POSSIBLES – Avance sur subvention 2025

Mme LEFOULON expose :

Par délibération n°3 du 8 décembre 2022, une convention d'objectifs et de moyens avec l'Association Les Possibles relative à l'animation sociale pour les années 2023-2025 a été autorisée impliquant notamment le versement à l'association d'une subvention annuelle de 352 751,40 €, sous réserve de la confirmation par le Conseil Municipal à l'occasion du vote du budget.

Le vote du budget primitif 2025 interviendra le 3 avril prochain.

En ce début d'année 2025, l'association LES POSSIBLES devra faire face à des besoins de trésorerie. Il est proposé, afin de ne pas mettre en difficulté financière l'association, de lui verser une avance de 90 000 € en mars 2025.

Il est précisé que le montant définitif de la subvention 2025 sera déterminé avec l'adoption du budget 2025 conformément à la convention d'objectifs et de moyens précitée.

Après délibération, le Conseil Municipal, à la majorité (M. TALOIS et Mme LEFOULON n'ayant pas pris part au vote), autorise le versement d'une avance totale de 90 000 € sur la subvention 2025 de l'association LES POSSIBLES.

5 - Finances – Contrat de prêt entre Méduane Habitat et la Caisse des dépôts – Demande de garantie

M. TALOIS expose :

Vu les articles L 2252-1 et L 2252-2 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 2305 du Code civil ;

Vu le Contrat de Prêt N° 168408 en annexe signé entre : MEDUANE HABITAT ci-après l'emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations ;

L'assemblée délibérante de COMMUNE DE MAYENNE accorde sa garantie à hauteur de 100,00 % pour le remboursement d'un Prêt d'un montant total de 3 259 018,00 euros souscrit par l'emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de prêt N° 168408 constitué de 5 Ligne(s) du Prêt.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 3259018,00 euros augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de Prêt. Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie est apportée aux conditions suivantes :

- La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.
- Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Le Conseil s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du Prêt.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité, accorde la garantie bancaire de la Ville sur le prêt n° 168408 contracté auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour un montant de 3 259 018 euros, aux conditions susvisées.

6 - Finances - Exercice 2025 – Classe découverte Ecole St Joseph - Subvention à l'Ogec Vallée Don Bosco

M. TALOIS expose :

Une demande de participation nous est parvenue de l'école Sainte Anne Saint Joseph pour un séjour neige à Valmeinier du 6 au 11 janvier 2025.

Le coût du séjour par enfant s'élevant à 460 euros, la participation de la ville est calculée comme suit :

- Si le quotient familial est inférieur à 425 € la ville participe à hauteur de 80% du coût du séjour (dans la limite d'un coût de séjour à 500€), soit dans ce cas précis pour 368 euros.
- Si le quotient familial est supérieur à 999 €, il n'y a pas de participation de la ville.
- Si le quotient familial se situe entre le plancher et le plafond, la ville participe de façon dégressive suivant la formule suivante :

$$\text{Coût du prix séjour} - [(20 \% \text{ du prix du séjour} + (\text{QF} - 425)) \times \alpha^*]$$
$$\alpha^* = \text{prix du séjour} - 20 \% / (999-425)$$

Compte tenu des éléments fournis par les familles, le montant de notre participation globale est de 734.07 € à verser sur le compte de l'OGEC Don Bosco.

Après délibération, le Conseil Municipal, à la majorité (M. MOTTAIS n'ayant pas pris part au vote), valide le montant de participation globale de 734,07 €.

7 - Finances – budget crématorium - Exercice 2025 – Admission en non-valeur de produits communaux – Crématorium
--

M. TALOIS expose :

Monsieur le Comptable Public nous demande l'admission en non-valeurs des créances pour un total de **800.30 € HT**, soit **960.36 € TTC** sur le budget crématorium prélevé à l'article c/6541 - créances admises en non-valeur – sur l'exercice en cours.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité, autorise l'admission en non-valeur des créances ci-dessus au moyen de la liste nominative annexée pour un montant total de 800.30 € HT, soit 960.36 € TTC sur le budget 2025.

8 - Finances – budget principal- Exercice 2025 – Admission en non-valeur de produits communaux – Cantine/Garderie/Repas adultes
--

M. TALOIS expose :

Monsieur le Comptable Public nous demande l'admission en non-valeurs des créances pour un total de **348.15 €** sur le budget principal prélevé à l'article c/6541 - créances admises en non-valeur – sur l'exercice en cours.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité, autorise l'admission en non-valeur des créances ci-dessus au moyen de la liste nominative annexée pour un montant total de 348.15 € sur le budget 2025.

9 - Finances – Redevance d'occupation du domaine public gaz 2025

M. TALOIS expose :

Conformément aux articles L.2333-84 et L. 2333-86 du Code Général des Collectivités Territoriales ainsi qu'au décret n°2007-606 du 25 avril 2007, GRDF comme tout concessionnaire est tenu de s'acquitter auprès de

la commune de la redevance due au titre de l'occupation du domaine public par ses ouvrages de distribution de gaz naturel.

Le décret n°2007-606 du 25 avril 2007 a revalorisé le calcul de cette redevance basé sur la longueur de canalisations de gaz naturel situées sous le domaine public communal.

En outre l'occupation provisoire du domaine public par les chantiers de distribution de gaz naturel sur Mayenne donne lieu au paiement d'une redevance conformément au décret n°2015-334 du 25 mars 2015. Ces montants dus à la collectivité, doivent être fixés par délibération du Conseil Municipal.

Aussi, il vous est demandé de délibérer pour l'année 2025 sur ces deux redevances dues par GRDF :

Redevance d'Occupation du Domaine Public Gaz (RODP) :

Formule de calcul : $(0,035 \times L + 100) \times CR$

L : longueur en mètre des canalisations de distribution de gaz naturel sous domaine public communal au 31 décembre de l'année précédente

CR : Coefficient de revalorisation de la ROPD = 1,42

Soit pour MAYENNE, une RODP 2024 = $(0,035 \times 88\,048 \text{ m} + 100) \times 1,42 = 4518 \text{ €}$

Redevance d'Occupation provisoire du domaine public pour les chantiers de distribution de gaz naturel (ROPDP):

Formule de calcul : $0,35 \times L \times CR$ L : longueur de canalisation (m)

CR : Coefficient de revalorisation = 1,21

Soit pour MAYENNE, une RODP provisoire de = $(0,7 \times 173 \text{ m} \times 1,21) = 147 \text{ €}$

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité, fixe le montant global de la redevance à percevoir de la part de GRDF au titre de la redevance d'occupation du domaine public 2025 à 4 665 €.

10 - Convention CAP Formation – Locaux Gambetta

M. TALOIS expose :

Une convention liait jusqu'à présent la Ville de Mayenne à l'association Agitato Formation aujourd'hui devenue CAP FORMATION concernant la location d'espaces de travail situés aux 44 places Gambetta. 387,94 m² sont ainsi à destination d'activités de formation et 411,35 m² correspondent à l'utilisation de 49,9 % des parties communes de l'ensemble du bâtiment d'une surface totale de 1 600 m².

La convention conclue pour les années 2022 à 2024 portait sur un loyer d'un montant annuel de 24 000 € HT. Concernant la période couvrant les années 2025, 2026 et 2027, la convention sera réévaluée en tenant compte de l'indice de référence des loyers.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **valide le projet de nouvelle convention entre la ville de Mayenne et CAP Formation pour une durée de trois ans à compter du 1^{er} janvier 2025,**
- **applique dans ce cadre un loyer annuel d'un montant de 24 200 € HT qui sera réévalué, au cours de la convention, en tenant compte de l'indice de références des loyers,**
- **autorise Monsieur le Maire de Mayenne à signer ladite convention et tout document afférent à ce dossier.**

11 - MODIFICATION Statuts et Intérêt communautaire de Mayenne Communauté

M. LE SCORNET expose :

Lors du conseil communautaire du 21 décembre 2023, il a été débattu et validé une nouvelle étape dans la coopération intercommunale, plan stratégique 2023-2026.

Dans un souci constant de rééquilibrage territorial ; à l'exemple du pôle culturel et jeunesse de Lassay ou bien encore le centre de santé de Martigné ; et forte de cette ambition, Mayenne Communauté doit jouer un rôle pivot. La collectivité accompagne les communes financièrement via le pacte financier et fiscal (enveloppe fonds concours classique à 3 millions à laquelle vient s'ajouter un fonds de concours thématique).

L'EPCI se met également aux services de ses communes par :

- l'action portée par le conseiller en économie partagé
- les permanences urbanismes organisées au sein des communes
- le travail engagé avec les secrétaires de mairie sur la mise en œuvre d'une politique d'achat à l'échelle de notre territoire.

Mayenne Communauté entend également s'engager sur une mutualisation efficiente :

- le recrutement d'une secrétaire de mairie
- le recrutement d'un agent technique
- le recrutement d'un travailleur social pour accompagner les communes dans la gestion des situations sociales particulières.

Afin de répondre à ces objectifs, Mayenne Communauté doit s'appuyer sur des compétences solides et stratégiques. Certaines décisions communautaires se confrontent régulièrement à une difficulté d'appréciation de l'intérêt communautaire, qu'il s'agisse de la gestion d'un équipement public, d'une subvention à une association ou encore d'une demande d'aide spécifique pour une manifestation. L'intérêt communautaire, c'est le moyen de laisser aux communes les actions de proximité et de transférer à l'intercommunalité des missions qui, par leur coût, leur technicité, leur ampleur ou leur caractère structurant, s'inscrivent dans une logique intercommunale.

C'est pourquoi, il vous est proposé de réviser et compléter nos statuts et l'intérêt communautaire comme proposé ci-après.

Vu le code général des collectivités et notamment son article L. 5214-16 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2015 M334 du 18 novembre 2015 portant sur la création de la communauté de Communes Mayenne Communauté ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2019-M-053 du 14 octobre 2019 portant constitution de Mayenne Communauté modifié ;

Vu la délibération n°53 du 20 juin 2019 portant sur la modification des statuts de Mayenne Communauté

Vu l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2021 portant constitution de Mayenne Communauté modifié ;

Vu la délibération du 16 septembre relative à la détermination de l'intérêt communautaire prise en application du CGCT (L.5214-26)

Vu la délibération N°1 du 2 décembre 2021 portant sur la prise de compétence centre de santé

Vu l'arrêté préfectoral du 1^{er} mars 2022 portant constitution de Mayenne Communauté modifié

Vu la délibération du 1^{er} février 2024 du conseil communautaire de Mayenne Communauté portant modification des statuts de Mayenne Communauté

Vu l'arrêté préfectoral du 21 mai 2024 portant constitution de Mayenne Communauté modifié

VU la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 relative à la réforme des collectivités territoriales « permettant aux EPCI à fiscalité propre d'aider l'une de leurs communes-membres à assumer une charge, souvent des charges de centralité, qui n'ont pas été mutualisées au niveau communautaire ou qui, sans être communautaire, intéressent plusieurs communes membres, justifiant une intervention de l'EPCI ».

Considérant la validation du document stratégique « Mayenne Communauté : une nouvelle étape dans la coopération intercommunale » lors du conseil communautaire du 21 décembre 2023

Considérant la volonté de la communauté de communes de construire une politique cohérente et structurée des pratiques sportives en souhaitant porter la construction de 4 terrains synthétiques

Considérant la volonté de Mayenne Communauté de faire évoluer la compétence supplémentaire « petite enfance - jeunesse »

Considérant la nécessité de mettre à jour la compétence supplémentaire « culture » au regard de l'adoption du projet culturel de territoire et de l'étude sur le spectacle vivant

Considérant la volonté de Mayenne Communauté de s'engager fortement dans des actions en faveur de l'inclusion et du sport d'handicap

Il vous est proposé de modifier et compléter les statuts et l'intérêt communautaire comme défini ci-après :

Compétences supplémentaires

4° : Participation à une convention France Services et définition des obligations de service Public y afférentes en application de l'article [27-2](#) de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations. (Il s'agit d'une actualisation)

5° Développement et aménagement sportif de l'espace communautaire :

- La construction, l'aménagement (exception faite de l'éclairage public, des voiries et des vestiaires), l'entretien et la gestion des terrains de football synthétiques
- Actions autour du sport et du handicap

7° De réviser et compléter la compétence culturelle :

- Conception, pilotage et animation d'un projet culturel de territoire et coordination d'actions à l'échelle du territoire intercommunale

- Conception, pilotage et animation d'une politique Education artistique et culturelle (EAC)

- Opération "Croq' les mots, Marmot !" en convention de partenariat avec d'autres EPCI

- Le réseau des bibliothèques et médiathèques :

- La médiathèque centrale du « Grand Nord » à Mayenne
- La médiathèque du Pôle culture et jeunesse « Jardin boréal » à Lassay-les-Châteaux
- Les bibliothèques de proximité réparties sur le territoire

- Le conservatoire à rayonnement intercommunal musique, danse et théâtre intégrant :

- Le site du Grand Nord à Mayenne
- Le site du Pôle culture et jeunesse « Jardin Boréal » à Lassay-Les-Châteaux

- Spectacle vivant et art contemporain

- une saison professionnelle spectacle vivant pluridisciplinaire
- une saison professionnelle art contemporain et une école d'arts plastiques articulées autour de l'action culturelle et de l'EAC et d'une action en faveur de la création et de la présence artistique sur le territoire

- Equipements

- Le Théâtre (3 place Juhel-Mayenne)
- La Chapelle des calvairiennes (21 rue Guyard de la Fosse-Mayenne)

- Equipement d'exploitation cinématographique

- Le cinéma : Le Vox à Mayenne

- Equipements patrimoniaux

- Le musée du Château de Mayenne
- Participation au Pays d'Art et d'Histoire

- Les subventions aux associations culturelles et patrimoniales

8° Petite enfance jeunesse :

- la coordination et/ou l'animation petite Enfance, enfance, jeunesse et l'évaluation des contrats de partenariat avec la CAF, la MSA et l'État

- Petite Enfance :

- Recenser les besoins pour les moins de 3 ans et les modes d'accueil disponibles
- Informer et accompagner les familles et les assistantes maternelles
- Planifier, après recensement, le développement des modes d'accueil
- Soutenir la qualité des modes d'accueil
- Gestion de lieux d'accueils de jeunes enfants communautaires : micro- crèches, lieux d'accompagnement à la parentalité, relais petite enfance. (à l'exclusion de la crèche de la commune de Mayenne)
- Relais Petite Enfance
- Subvention à la micro crèche Aid'à Dom à Mayenne

- Jeunesse :

- La création et la gestion de lieux d'accueil jeunesse dans le cadre des ALSH jeunes
 - Local jeune de Mayenne dénommé La Gare
 - Local jeune de Lassay les châteaux jusqu'à l'ouverture du Pôle culture et jeunesse « Jardin Boréal » à Lassay-Les-Châteaux

Afin de pouvoir procéder aux modifications proposées, il est rappelé que la modification des statuts requiert la majorité qualifiée, soit les 2/3 des conseils municipaux représentant la moitié de la population ou l'inverse. Après délibération à la majorité simple du conseil communautaire sur une proposition de modification des statuts, les communes ont 3 mois pour se prononcer à compter de la date de notification. La décision du conseil municipal est réputée favorable si elle n'intervient pas dans ce délai.

Il sera proposé aux communes de prendre une délibération globale où elles se prononceront point par point comme énoncé ci-dessous :

- Point n°1 : « France services »
- Point n°2 : Développement et aménagement sportif de l'espace communautaire :
- Point n°3 : Compétence culturelle
- Point n°4 : Petite enfance jeunesse

Les communes devront délibérer et transmettre leurs décisions dans les délais requis de manière à ce que l'arrêté préfectoral portant modification des statuts de Mayenne Communauté puisse être pris.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité, valide :

- **Le point n°1 : « France services »**
- **Le point n°2 : Développement et aménagement sportif de l'espace communautaire**
- **Le point n°3 : Compétence culturelle**
- **Le point n°4 : Petite enfance jeunesse**

12 - Marchés publics – Rénovation et agrandissement des bureaux du crématorium et des pompes funèbres (24TRA09) – Lot n°6 : Cloisons sèches/isolation/plafonds - Avenant n°2- Autorisation de signature
--

Mme FOURNIER expose :

Par marché notifié le 12/07/2024 et dans le cadre de l'opération de rénovation et d'agrandissement des bureaux du crématorium et des pompes funèbres, la Ville de Mayenne a confié à la société LALANDE le lot n°6 : Cloisons sèches – isolation – plafonds pour un montant total de 34 062.40 € HT.

Un premier avenant concernant la mise en place d'un local technique avait été conclu pour une plus-value de 3 597.00 € HT (délibération du 28 novembre 2024), portant le montant du marché à 37 659.40 € HT.

Aujourd'hui, des prestations en plus-value sur le local d'archives ainsi que sur le local ménage justifient un deuxième avenant à hauteur de + 2 377.40 € HT.

Cette modification du marché entraîne une nouvelle plus-value de 2 377.40 € HT, soit une augmentation totale (tous avenants cumulé) de +17.54% par rapport au montant initial du marché qui atteint alors un montant modifié à 40 036.80 € HT.

La Commission MAPA de la Ville de Mayenne, réunie le 4 février dernier, a donné un avis favorable et unanime concernant la signature de cet avenant.

Mme FOURNIER : Un mot sur l'aménagement : nous arrivons dans les moments les plus intéressants. Nous avons un aménagement très important, c'est-à-dire le cloisonnage. Cela nous donne une idée de la façon dont les locaux vont s'articuler. Les cloisons, le bardage extérieur également. Je suis impatiente de voir comment cela va s'harmoniser avec l'existant autour. Néanmoins, l'agrandissement représente une masse assez importante. J'espère que le bardage offrira un esthétisme intéressant. Ensuite, le sol et la peinture arriveront prochainement. Les équipes choisissent actuellement les couleurs. Ils ont d'abord choisi les couleurs des portes. Ils sont très impliqués, très investis, évidemment, dans leur nouveau lieu de travail. Il reste également à travailler au niveau organisationnel. Comment allons-nous nous organiser au niveau des bureaux pour qu'il y ait une logique de fonctionnement ? Désormais, il y aura trois conseillers funéraires. Cela change aussi l'organisation du travail. C'est également en réflexion. Ensuite, les aménagements extérieurs seront réalisés dans la foulée. Nous espérons pouvoir ouvrir début juin, dans la version optimiste. Il n'y a pas trop de retard. Cela se passe bien.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité, autorise Monsieur le Maire à signer l'avenant ci-dessus présenté.

13 - Marchés publics – Prestation de services en assurances (lots n°2 et 3) – Groupement de commandes (17SER24) – Appel d'offres – Avenant de changement de titulaire- Autorisation de signature

Mme FOURNIER expose :

Par marché notifié le 28 décembre 2017, Mayenne Communauté (coordonnateur du groupement de commandes conclu entre elle-même, le CCAS et la Ville de Mayenne) a confié à la Compagnie GAN Assurances représentée par M. Bruno JUBIN, Directeur d'agence de Mayenne Notre Dame, les contrats d'assurances concernant les dommages aux biens (lot n°2) ainsi que la flotte automobile et les risques annexes (lot n°3 comprenant les sous contrats spécifiques liés à la scène mobile et aux bris de machines) pour une durée de neuf années, soit du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2026. Chacune des collectivités membres de ce groupement de commandes est titulaire de ses propres contrats conclus avec la Compagnie GAN Assurances.

Or, suite au départ à la retraite de M. Bruno JUBIN au 31 décembre 2024, la gestion des portefeuilles de l'agence d'assurances GAN - Mayenne Notre-Dame a été confiée temporairement (en l'attente de la nomination du successeur) à l'EURL Paris Centre Picardie Assurances représentée par M. Jérôme MOUSSET, également gérant GAN Assurances.

L'avenant proposé et fondé sur l'article R. 2194-6 du Code de la Commande Publique a donc pour objet de substituer un nouveau titulaire au titulaire initial, étant entendu qu'il n'y a aucune autre modification aux contrats en cours et que le nouveau titulaire remplit les mêmes conditions que le titulaire initial.

La Commission d'Appel d'Offres de la Ville de Mayenne, réunie le 4 mars dernier, a donné un avis favorable et unanime concernant la signature de cet avenant.

M. LE SCORNET : Je voulais remercier M. Jubin parce que c'est vrai qu'il a accompagné la collectivité pendant de nombreuses années en tant qu'assureur et le fait d'avoir un assureur de proximité est quand même un atout appréciable. J'espère que les choses vont continuer ainsi. On voit que les collectivités qui passent des contrats avec parfois des entreprises d'assureurs en Lettonie sont parfois un peu surprises du rendu. On avait la chance d'avoir un directeur d'agence qui était local. Je me souviens de l'incendie terrible qui avait ravagé le hall des expositions et il était là dès les premières heures du matin pour constater, navré évidemment, mais comme on l'était tous, l'incendie qui ravageait ce bâtiment dont il était l'assureur. Je voulais qu'on puisse avoir une pensée amicale pour Bruno Jubin qui fait valoir ses droits à la retraite.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité, autorise Monsieur le Maire à signer l'avenant du marché n° 17SER24 intitulé « Prestation de services en assurances » ci-dessus présenté avec GAN Assurances, titulaire des lots 2 et 3 du marché précité.

14 - Marchés publics – Convention de groupement de commandes - Marché de maintenance préventive et corrective des ascenseurs, plateforme PMR et monte-charges (25SER13)
--

Mme FOURNIER expose :

Les parcs immobiliers de Mayenne Communauté, de la Ville de Mayenne et du CCAS de Mayenne (Centre Communal d'Action Sociale) disposent d'ascenseurs, de plateformes PMR et de monte-charges dont l'exploitation exige une maintenance complète.

Ces trois entités ayant pour projet de lancer une consultation afin d'assurer cette prestation de services, il est donc proposé de constituer un groupement de commandes.

L'objectif de ce groupement de commandes est de désigner un seul prestataire pour répondre à ces besoins similaires afin d'obtenir, dans le cadre de la démarche de mutualisation des services, une meilleure gestion administrative et technique des commandes tout en mutualisant la procédure de consultation publique. Il est établi conformément aux articles L. 2113-6 et 2113-7 du Code de la commande publique.

Cette procédure, numérotée 25SER13 et intitulée « Maintenance préventive et corrective des ascenseurs, plateformes PMR et monte-charges », aboutira à un marché pour chaque entité membre du groupement. Au regard du montant estimé des prestations attendues, la procédure choisie pour le choix du ou des titulaires est une procédure adaptée ouverte, en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 1° du Code de la commande publique.

Il est proposé que Mayenne Communauté soit le coordonnateur du groupement de commandes et, qu'en tant que tel, elle prenne en charge les frais de publicité.

Le choix du titulaire sera proposé par la commission MAPA de Mayenne Communauté. Les membres de cette commission seront convoqués pour proposer un titulaire sur la base d'un rapport d'analyse des offres rédigé par le service référent de l'achat.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **approuve l'adhésion de la Ville de Mayenne au groupement de commandes concernant la prestation de maintenance complète des ascenseurs, plateformes PMR et monte-charges;**
- **autorise Mme Dominique FOURNIER, première adjointe, à signer la convention de groupement de commandes liée à cette consultation et fournie en annexe ;**
- **autorise Monsieur le Maire ou son délégataire compétent à signer et exécuter les commandes issues de cet accord cadre et concernant la Ville de Mayenne avec l'attributaire retenu, ainsi que les pièces s'y rapportant.**

15 - Mise à disposition des équipements sportifs pour les lycées – Modification des tarifs – Signature des conventions

M. REBOURS expose :

Par délibération en date du 25 septembre 1997, le Conseil Municipal avait autorisé la signature de conventions avec les collèges et les lycées pour la mise à disposition d'installations sportives et avait entériné les participations établies par ces deux collectivités.

Le Conseil Régional vient de nous informer du montant des dotations applicables pour l'année 2025 et de la nécessité de signer avec les lycées les conventions d'utilisation des équipements sportifs pour l'année 2024.

Les nouveaux tarifs horaires applicables à compter du 1^{er} janvier 2024 sont les suivants :

- Grande salle – tarif de base 10,51€/heure
(plateau d'évolution de dimension supérieure ou égale à 40 m x 20 m)
 - o supplément pour chauffage (toute l'année) 2,92 € /heure
 - o supplément pour gardiennage 7,31 € /heure

Est gardiennée une installation couverte disposant d'un accueil permanent et d'un personnel d'entretien permanent

- Petite salle ou salle spécialisée 6,35€ /heure
- Installations extérieures ou de plein air 12,21 €/heure
(ceci concerne toutes les activités en extérieur)
- Installations spéciales 28,08 €/heure
(après accord de la commission permanente du Conseil Régional)

Il est précisé que ces tarifs seront également applicables pour la convention signée entre la Ville de Mayenne, l'Association Mayennaise de Badminton et le LEP Léonard de Vinci pour la mise à disposition de sa salle pour les activités du club de badminton.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- ***entérine ces nouveaux tarifs,***
- ***autorise Monsieur le Maire à signer les conventions correspondantes.***

16 – Changement de noms des écoles

M. PAILLASSE expose :

En septembre 2025, les écoles Pierre et Marie Curie, Louise Michel et Jacques Prévert fusionneront pour se réunir dans les locaux de l'école élémentaire Pierre et Marie Curie qui est en cours de rénovation et d'agrandissement pour accueillir à la fois des élèves de maternelle et d'élémentaire. A la demande de familles des écoles Jacques Prévert et de Louise Michel et aussi pour redonner une autre image à cette école, il a été proposé de renommer cette école.

Le code de l'éducation prévoit que « la dénomination ou le changement de dénomination des établissements publics locaux est de la compétence de la collectivité territoriale de rattachement », soit la commune pour les écoles maternelles et élémentaires.

L'école de l'Angellerie est la seule école de la Ville qui est dénommée par le nom du quartier où elle est située. Cette école accueille, depuis septembre 2023, les élèves qui étaient scolarisés à l'école Charles Perrault et là aussi, redonner un nouveau nom à cet établissement fait sens.

Les conseils d'école de tous les établissements concernés ont été sollicités en juin 2024 afin de demander aux équipes pédagogiques de proposer entre 3 et 5 noms de femmes décédées depuis au moins 5 ans et dont le nom n'a pas été attribué sur un site de la ville (rue, bâtiment, rond-point...) pour ne pas entraver le travail des secours. Les équipes avaient jusqu'au premier conseil d'école de l'année scolaire 2024-2025 pour communiquer la liste des femmes retenues classée par ordre de préférence.

Suite aux premiers échanges, les noms suivants seront proposés au prochain conseil municipal :

Pour l'école de l'Angellerie

Anne SYLVESTRE (1934-2020)

Autrice, compositrice interprète. Artiste féministe et engagée. Des chansons pour enfants avec les « Fabulettes » aux textes pour les adultes autour des questions sociétales (viol, avortement, misère, sans abri,...). Quelques titres : « les gens qui doutent », « Clémence en vacances », « une sorcière comme les autres »
Seules 4 écoles portent ce nom en France



Pour la nouvelle école

Rosa PARKS (1913-2005)

Femme noire qui incarne la lutte de la ségrégation raciale militante de la lutte pour les droits civiques.

Lien avec le fait que l'école soit une école bilingue

Facile à prononcer pour les enfants

25 établissements scolaires portent ce nom en France (dont 11 collèges et lycées)



M. LE SCORNET : Je suis très heureux de pouvoir signifier rapidement aux directeurs d'écoles et aux parents que, désormais, l'école de l'Angellerie sera l'école Anne Sylvestre. Vous savez que l'Angellerie était l'école de quartier. Compte tenu de la reconfiguration, ce n'est plus le cas aujourd'hui. Il fallait donc trouver quelque chose de nouveau. Quant à l'ex-école du Pommier, que certains ont peut-être connue, elle est passée de Pierre et Marie Curie à Rosa Parks.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité, valide les noms de ces écoles.

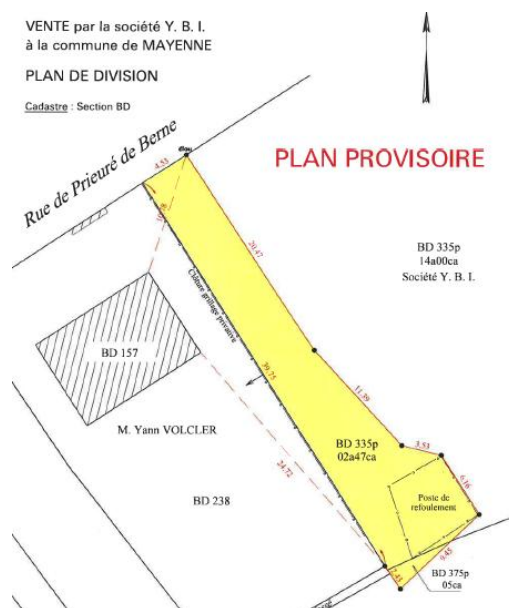
17 - FONCIER : Achat de terrain à la SCI YBI pour l'implantation d'un poste de refoulement et d'une voie d'accès – réseau d'assainissement

M. MARIOTON expose :

La ville de Mayenne, a dû procéder à la réhabilitation du réseau d'assainissement collectif entre l'impasse de la Ronceraie et la Rue St Jean de Berne.

Ces travaux consistaient en la pose d'un poste de refoulement, afin de dévier le réseau qui passait sous le bâtiment de l'ancienne cidrerie et de la réhabilitation sans tranchée d'une partie du réseau en amont à proximité du ruisseau.

La construction de cette installation de refoulement devait se faire sur une parcelle appartenant à la SCI YBI dont le référent est l'entreprise FIMADIS et cadastrée BD 335 et BD 375, rue du Prieuré de Berne au bout de la parcelle de l'ancienne cidrerie.



Les propriétaires ont donné leur accord et signé une convention d'occupation pour permettre la réalisation des travaux. Il convient désormais de procéder au transfert de propriété des m² nécessaires à ce poste et à sa voie d'accès.

Le géomètre a effectué le bornage de cet espace qui est défini à la surface suivante :

- 247 m² sur l'ex parcelle BD 335 devenue désormais BD 414
- 5 m² sur l'ex parcelle BD 375 devenue désormais BD 417

Le propriétaire nous a fait une proposition de cession au prix de 20 € le m² ce qui paraît correspondre au prix pratiqué au regard de la nature et au classement du terrain. Il convient donc de régulariser ce transfert de propriété.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- valide l'achat à la SCI YBI des 252 m² prélevés sur l'emprise de l'ancienne cidrerie située rue du Prieuré de Berne sur les parcelles cadastrées BD 335 et BD 375
- fixe le prix d'achat à 5 000 €
- accepte que la ville de Mayenne prenne à sa charge les frais de bornage et les frais de notaire
- confie à Me Pilleux – Notaire à Mayenne – la rédaction des actes correspondants
- inscrit ces dépenses au Budget Annexe Eau-Assainissement.

18 - HABITAT : Désignation des élus référents pour l'élaboration du Programme Local de l'Habitat

Mme RONDEAU expose :

La démarche d'élaboration du nouveau Programme Local de l'Habitat (PLH) de MAYENNE COMMUNAUTE est en cours depuis le début de l'année 2025.

Qu'est-ce un PLH ?

Le Programme Local de l'Habitat est un document stratégique et opérationnel de programmation de la politique de l'habitat établi au niveau local (intercommunal). Il vise à répondre aux besoins des habitants en matière de logement. Les orientations et actions sont définies pour une période de 6 ans à compter de son approbation, et englobe toutes les thématiques de l'habitat. Il est obligatoire pour les EPCI de plus de 30 000 habitants, comprenant au moins une commune de plus de 10 000 habitants.

Quels sont les objectifs du Programme Local de l'Habitat ?

- Répondre aux besoins en logement et à leur évolution dans le temps.
- Répondre aux besoins en hébergement des différents publics, notamment ceux aux besoins spécifiques.
- Favoriser la mixité sociale et générationnelle.
- Favoriser le renouvellement urbain et améliorer le parc de logements existants
- Améliorer l'accessibilité du cadre bâti aux personnes handicapées.

Qui élabore le PLH ?

Il est co-construit par l'ensemble des élus et les acteurs de l'habitat du territoire.

Chaque commune a intérêt à participer au travail d'élaboration du PLH. En effet, les enjeux sont les suivants :

- Partage et prise en compte des attentes de la commune et mise en exergue des problématiques spécifiques pour leur intégration dans la programmation
- Participation à la définition des objectifs quantitatifs de production de logements
- Les communes doivent délibérer pour émettre un avis sur le projet. Pour que cette étape finale soit la plus facile possible pour toutes les parties prenantes, il est utile que les points faisant l'objet de discussion aient été abordés en amont, pendant la phase de travail.
- Au final, l'objectif est que chaque commune « se retrouve » dans le PLH, dans les objectifs visés et dans les actions mises en œuvre. Pour cela, il est essentiel que chaque commune participe activement aux travaux du PLH, en particulier en participant aux différentes réunions

(1 réunion de travail et une réunion de validation en comité de pilotage par phase, soit 6 réunions sur la durée du PLH prévue sur un an).

Quelles sont les étapes de son élaboration ?

Le PLH est élaboré en 4 phases :

1ère phase : diagnostic et enjeux

- o Diagnostic quantitatif et qualitatif sur l'ensemble du territoire
- o Evaluation du PLH qui s'achève
- o Attentes des élus et des acteurs
- o Mettre en évidence et formaliser les enjeux

2ème phase : orientations stratégiques

Fonder les principes de la nouvelle politique locale de l'habitat :

→ Phase de débat à partir de plusieurs scénarios « habitat » possibles : choix d'un scénario et traduction en orientations et en objectifs quantitatifs et qualitatifs

Les objectifs de production de logement sont déclinés par commune et par typologie de logements :
production de logement social notamment.

3ème phase : programme d'actions

- Programme d'actions territorial : territorialisation de la production de logements,
- Programme d'actions thématique : boîte à outils et moyens à mobiliser

4ème phase : instruction du projet

Le projet sera soumis au vote des élus de Mayenne Communauté en Conseil Communautaire, puis à l'avis de chaque commune membre. L'Etat devra ensuite émettre un avis sur le projet, avant approbation définitive et mise en œuvre du programme.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité, désigne :

- **Clémence Rondeau et son suppléant Jean-Pierre Le Scornet**
- **Yves Paillasse et son suppléant Jean-Marie Marioton**

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21 H 10

A Mayenne, le 13 mars 2025

La secrétaire de séance
Jeanne LEBOURDAIS



Le Maire,
Jean-Pierre LE SCORNET

